

Le Covid-19 invite à repenser les modèles agricoles, pour des élus socialistes

09/04/2020 | Delphine Jeanne • Terre-net Média

Dans une tribune publiée par Libération le 8 avril, un collectif d'élus socialistes comprenant notamment l'ancien ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll et l'ancien ministre de l'agroalimentaire Guillaume Garot souhaite, à la lumière de la crise actuelle, repenser les bases des modèles agricoles et alimentaires et protéger davantage l'agriculture dans les échanges internationaux.

« Dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, trois leçons peuvent d'ores et déjà être tirées de cette crise », écrivent plusieurs élus socialistes dans [une tribune, publiée par Libération](#) le 8 avril, invitant à penser l'agriculture et l'alimentation du XXI^e siècle en tenant compte des enseignements de la crise sanitaire du Covid-19.

Il s'agit, en premier lieu, « d'organiser la transition vers des modèles de production et de consommation qui soient, au long cours, générateurs de santé », soulignent les élus qui veulent « **accélérer ce mouvement** » vers « **des systèmes agroécologiques plus diversifiés et une alimentation plus territorialisée** ». Un modèle déjà cher à Stéphane Le Foll, l'un des signataires de la tribune, lorsqu'il était ministre de l'agriculture. « Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à s'engager dans cette voie », précisent les auteurs, dont font également partie les députés Dominique Potier, spécialiste des questions agricoles, et Guillaume Garot, ancien ministre délégué à l'agroalimentaire, ainsi que le député européen Eric Andrieu, membre de la commission agriculture à Bruxelles*.

Un droit à la souveraineté alimentaire

Alors que le président de la République a affirmé, au début de la crise, que « déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner [...] est une folie » et que « nous devons en reprendre le contrôle », les signataires de la tribune demandent une mise en application réelle de ce principe, remettant notamment en cause les accords de libre-échange comme le Ceta ou l'accord UE/Mercosur et demandant à **sortir l'agriculture des règles du commerce international** : « nous devons inventer une nouvelle génération de traités fondés sur des règles équitables et qui s'inscrivent dans un nouveau multilatéralisme ».

Lire aussi > [Accord Ceta : Olivier Faure met en garde contre "un défi pour la démocratie"](#)

« De la même façon que l'Unesco a adopté le 2 novembre 2001 une Déclaration universelle sur la diversité culturelle (sur la pression notamment de la France), notre pays doit défendre auprès des Nations unies la reconnaissance d'une exception agricole et alimentaire », estiment les élus qui prônent un « juste-échange » pour réguler les marchés agricoles et permettant à chaque pays de « contribuer à la sécurité alimentaire commune ».

Lire également > [Commerce international : la France souhaite "une exception alimentaire et agricole"](#)

Une « politique agricole et alimentaire commune »

Enfin, les élus veulent construire une nouvelle « politique agricole et alimentaire commune » répondant davantage aux demandes des citoyens, et qui fasse « de la santé des sols, du refus de l'accaparement des terres, du partage de la valeur ajoutée, de la fin du gaspillage alimentaire et du renouvellement des générations les conditions même d'une agriculture à hauteur d'homme, capable de produire une nourriture de qualité pour tous ».

Une mondialisation positive, respectueuse de l'homme et de la nature, ne passera que « par une puissance publique régulatrice, protectrice de nos communs et garante de la justice », concluent les signataires.

Lire également > [Réforme de la Pac : pour Agriculture Stratégies, le Green Deal doit pousser l'UE à revoir sa réforme](#)

*Les signataires de la tribune : Dominique Potier secrétaire national du Parti socialiste et député de Meurthe-et-Moselle, Olivier Faure premier secrétaire du Parti socialiste et député de Seine-et-Marne, Valérie Rabault présidente du groupe socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale et députée de Tarn-et-Garonne, Patrick Kanner président du groupe socialiste et républicain au Sénat et sénateur du Nord, Eric Andrieu vice-président du groupe S&D au Parlement européen, Stéphane Le Foll maire du Mans (Sarthe) et ancien ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, Guillaume Garot député de la Mayenne et ancien ministre délégué à l'agroalimentaire